

Cellule Carrière/Mines/Après-mine/Eolien
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Arrêté Préfectoral complémentaire N° DREAL-2024-064

Imposant à la société SAS GRANULATS GONTERO d'assurer la surveillance et le maintien en sécurité du site de la carrière sise aux lieux-dits La Pesade, le Plan de Bonjour et les Euzières sur les communes de Saint-Génies de Comolas et de Roquemaure

Le Préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles R 181-45, R 516-1 et suivants ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° CM/94/77/CP du 4 août 1994 autorisant l'exploitation d'une carrière de calcaire et de sable à ciel ouvert sur le territoire des communes de St-GENIES-DE-COMOLAS et de ROQUEMAURE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 02-128N du 19 août 2002 autorisant la société GONTERO à porter les fronts d'abattage jusqu'à une hauteur de 30 m pour l'exploitation de la carrière de calcaire située à St-GENIES-DE-COMOLAS / ROQUEMAURE au lieu-dit Les Euzières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°19-037-DREAL du 2 octobre 2019 complémentaire à l'arrêté préfectoral du 4 août 1994 référencé CM/94/77/CP relatif aux modifications des conditions d'exploitation et des garanties financières de la carrière à ciel ouvert de calcaire et de sable située sur les communes de St-GENIES-DE-COMOLAS lieu-dit Les Euzières et ROQUEMAURE lieux-dits Pesade et Plan du Bonjour ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°12023-029-DREAL du 26 mai 2023 prescrivant la réalisation d'une tierce-expertise concernant l'état de stabilité générale de la carrière exploitée par la société GRANULATS GONTERO
- Vu** le rapport de tierce expertise de la stabilité de l'ensemble de la carrière calcaire de Saint Génies réalisée par M Pinte du groupe d'experts AGOSTINO en date du 7 février 2024
- Vu** la demande reçue le 24 mai 2024 par laquelle Mme Aubrieux-Gontero agissant en tant que Présidente de la société SAS GRANULATS GONTERO sollicite une modification des conditions d'exploitation ainsi que la prolongation de l'exploitation de la carrière susvisée de façon à poursuivre son activité pendant la phase transitoire d'instruction d'une demande d'autorisation environnementale ;
- Vu** le rapport de l'inspection des ICPE en date du 24 octobre 2024 et le projet d'arrêté associé adressés à la société SAS GRANULATS GONTERO par courrier en recommandé avec AR ;

Vu les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté dans son courrier du 27 novembre 2024 ;
Le demandeur entendu ;

Considérant que la demande d'une nouvelle autorisation environnementale d'exploiter la carrière a été déposée par l'exploitant le 28 mars 2023 en vue de poursuivre l'activité de la carrière dont l'autorisation était accordée jusqu'au 4 août 2024 ;

Considérant que suite à l'examen de ce dossier, la demande de compléments formulée par l'inspection des installations classées le 12 mai 2023 a conduit à la remise par l'exploitant d'un mémoire le 7 novembre 2023 ;

Considérant que l'examen des éléments du mémoire en réponse, a conduit l'inspection des installations classées à notifier à l'exploitant le 29 novembre 2023 que ceux-ci ne permettent pas la poursuite de l'instruction du dossier déposé ;

Considérant qu'à la suite, la SAS GRANULATS GONTERO a indiqué par courrier du 26 avril 2024 compléter son dossier de demande d'autorisation environnementale dûment actualisé au plus tard le 30 novembre 2024 ;

Considérant la demande de prolongation de l'autorisation de l'activité de la carrière des Euzières d'une durée de vingt-quatre mois formulée par l'exploitant en date du 17 mai 2024 ;

Considérant la sommation de quitter les lieux à compter du 5 août 2024 et de remettre en état le terrain, délivrée le 16 juillet 2024 à la société GRANULATS GONTERO par la commune de Saint-Génies-de-Comolas ;

Considérant que par courrier du 25 juillet 2024, le préfet suspend sa décision concernant la demande de prolongation d'autorisation d'une durée de deux ans à la validation d'un accord entre la société GRANULATS GONTERO et la commune de Saint Génies de Comolas ;

Considérant que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 août 1994 est échu depuis le 11 août 2024, remise en état comprise ;

Considérant que la société GRANULATS GONTERO disposait de garanties financières jusqu'au 30 juin 2024 et qu'elle a procédé en page 13 de son porter à connaissance au calcul de la garantie financière d'un montant à 412 485 € pour la poursuite de l'exploitation de la carrière jusqu'au 11 août 2026 ;

Considérant que ces garanties financières permettent d'assurer notamment la surveillance du site, le maintien en sécurité de l'installation et la réhabilitation après fermeture ;

Considérant que la SAS GRANULATS GONTERO doit cautionner, auprès d'un organisme bancaire, ce montant ainsi déterminé de garanties financières nécessaires pour couvrir la phase de remise en état et qu'il convient que le pétitionnaire produise cet acte ;

Considérant qu'en l'état de la situation administrative ne permettant plus l'exploitation de la carrière, il convient que la SAS GRANULATS GONTERO assure la surveillance et le maintien en sécurité du site de la carrière jusqu'à ce qu'il puisse être statué sur la suite administrative à donner avec soit une reprise d'activité ou une remise en état de la carrière ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1 : RÉGULARISATION DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE

La SAS GRANULATS GONTERO dont le siège social est situé 2 boulevard Edouard Herriot BP 50030 13500 Martigues, en sa qualité de dernier exploitant de la carrière exploitée aux lieux-dits La Pesade, le Plan de Bonjour et les Euzières sur les communes de Saint-Géniès de Comolas et de Roquemaure, laquelle ne fait pas l'objet d'une procédure de cessation d'activité selon les dispositions de l'article R 512-75-1 I du code de l'environnement, assure dès la notification du présent arrêté la surveillance et le maintien en sécurité du site de la carrière selon les dispositions ci-après :

Article 2 : MISE EN SECURITÉ DU SITE

La mise en sécurité comporte notamment, les mesures suivantes :

- 1° L'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Article 3 : GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant minimum retenu pour la constitution des garanties financières figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 19-037 du 2 octobre 2019 est porté à 412485€.

Sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fournit au préfet un nouvel acte de cautionnement de 412485€ valable jusqu'au moins le 15 octobre 2025.

Article 4 : SURVEILLANCE DE LA STABILITÉ DES FRONTS

Conformément aux recommandations fixées par la tierce expertise du 7 février 2024, la société GRANULATS GONTERO met en oeuvre:

- les préconisations figurant dans la colonne de droite du tableau en pages 51 et 52 sur 64 de la tierce expertise,
- les propositions de renforcement de la surveillance des fronts conformément à la proposition optimisée 1 ou simplifiée 2 décrites en page 53 et 54 sur 64,
- les recommandations de renforcement des dispositifs de protection énumérées en page 52 sur 64 de la tierce expertise,
- un renforcement de la signalétique interdisant l'accès à la piste dont une portion se situe en contrebas du cône d'éboulis CEB2 en page 54 sur 64,
- une surveillance des stabilités des fronts de l'exploitation annuelle par drone selon la page 55 sur 64.
- la densification du réseau de surveillance constitué des plots de référence topographique ;
- la réalisation de la surveillance par un bureau spécialisé à une fréquence de quatre passages annuels.

L'exploitant tient à jour le suivi de la mise en application des préconisations et actions issues de la tierce expertise et en assure une traçabilité mise à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS- PUBLICITÉ - NOTIFICATION ET EXÉCUTION

Article 5.1 Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr;

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 5.2 Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Article 5.3 Notification et exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard,
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie,
les Maires des communes de Saint-GENIES-DE-COMOLAS et de ROQUEMAURE,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'à la société GRANULATS GONTERO.

Fait à NÎMES,
Le préfet,
pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général



Signé électroniquement par
Yann GERARD
le 06 déc. 2024 19:59:08 GMT

